

Département du Bas-Rhin
Arrondissement de MOLSHEIM

Commune d'AVOLSHEIM

LE CONSEIL MUNICIPAL,

a été convoqué le 1^{er} octobre 2025 conformément aux dispositions de l'article L.2121-11 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

s'est réuni dans la salle du Conseil de la Mairie le 7 octobre 2025 à 20 h 00 en séance ordinaire

Ordre du jour

- 1 Adoption du Procès-verbal du 8 juillet 2025
 - 2 Demande d'abrogation du PLU
 - 3 Demande d'engagement d'une modification du PLU
 - 4 Télétransmission des actes du CCAS via la commune
 - 5 Demande d'acquisition d'une parcelle communale
 - 6 Recrutement d'agents recenseurs
 - 7 Subvention complémentaire pour le CCAS
 - 8 Divers
-

Procès-verbal des délibérations du conseil municipal

Séance du 7 octobre 2025

Étaient présents :

M. GÉHIN Pascal, Maire
M. WAGNER Christian, adjoint
Mme PRETAT-KUBLER Sophie, adjointe
M. LENTZ Paul-André, Mme PERRIN Laurence, Mme VAUTRIN Valérie, Mme HAUSS Françoise, Mme DIETRICH Marie-Paule,

Étaient absents et excusés :

M. STROH Etienne, adjoint qui a donné procuration à M. WAGNER Christian
Mme VETTER Jacinthe qui a donné procuration à M. LENTZ Paul-André
Mme SCHMAUCH Sylvie qui a donné procuration à Mme VAUTRIN Valérie
M. METZ Daniel qui a donné procuration à Mme HAUSS Françoise

Formant la majorité des membres en exercice

Mme DIETRICH Marie-Paule a été désignée comme secrétaire de séance

Accordé le 7 octobre 2025 par préfecture
067-216700161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

DELIBERATION N°2025-26 - POINT 1 : ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 8 JUILLET 2025**Le Conseil Municipal d'Avolsheim**

Vu le procès-verbal de la séance du 8 juillet 2025, diffusé à l'ensemble des membres du Conseil Municipal,

Sur proposition de Monsieur le maire,

après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité.

ADOPTE

le procès-verbal de la séance du 8 juillet 2025.

DÉLIBÉRATION N°2025-27 - POINT 2 : DEMANDE D'ABROGATION DU PLU EN TANT QU'IL CLASSE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION 1 N°50 EN ZONE N

Pour cette délibération, Monsieur le Maire quitte la salle. Il a en effet décidé de ne pas prendre part aux débats, de manière qu'on ne puisse pas lui reprocher d'avoir influencé le vote des élus du Conseil Municipal.

Le point est donc présenté par Monsieur Christian WAGNER, premier adjoint.

Monsieur le premier adjoint expose que, par un recours gracieux de son avocat en date du 3 mars 2025, Madame Monique WEYRICH demandait l'inscription à l'ordre du jour du prochain conseil municipal de la question de l'abrogation du PLU de la Commune en ce qui concerne le classement en zone N de la parcelle cadastrée section 1 n°50 lui appartenant.

Elle demandait également, dans un second temps, l'inscription à l'ordre du jour du prochain conseil municipal la question de l'engagement d'une procédure de modification du PLU en ce qui concerne cette parcelle en vue de son classement en zone UB1.

Par courrier du 9 mai 2025, Monsieur le Maire a explicitement rejeté cette demande aux motifs que :

- les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU d'Avolsheim sont parfaitement respectés par ce classement ;
- le classement est cohérent au regard du rapport de présentation du PLU ;
- une révision générale du PLU n'est en l'état pas envisageable ;
- par délibération du 27 septembre 2022, le présent conseil municipal s'était déjà prononcé contre une révision du PLU et un reclassement de la parcelle en cause.

Par une requête enregistrée le 11 juin 2025, Madame WEYRICH sollicite du Tribunal administratif de STRASBOURG qu'il annule la décision de rejet de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2025 et qu'il lui enjoigne :

Accusé de réception préfectoral
067-216700161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

- d'une part, d'inscrire à l'ordre du jour du prochain conseil municipal la question de l'abrogation du PLU en tant qu'il classe la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone N ;
- d'autre part, d'inscrire à l'ordre du jour du prochain conseil municipal la question de l'engagement d'une procédure de modification du PLU aux fins de classer ladite parcelle en zone UB1.

Monsieur le Maire a, dès lors, décidé de soumettre au conseil municipal la question de l'abrogation du PLU en tant qu'il classe la parcelle de Madame WEYRICH en zone N2.

De première part, dans le cadre de ses recours, Madame WEYRICH semble soutenir que Monsieur le Maire serait en situation de conflit d'intérêts dans la mesure où il est domicilié à proximité de sa parcelle.

Monsieur le Maire, qui conteste formellement les allégations de Madame WEYRICH, a donc décidé de ne pas prendre part au délibéré ni au vote et a quitté la salle du Conseil avant que le point ne soit abordé.

De deuxième part, il résulte de l'article R. 153-19 du Code de l'urbanisme que l'abrogation du PLU est prononcée par le conseil municipal après enquête publique.

Dès lors que seul le conseil municipal est compétent pour décider d'abroger le PLU, il lui appartient de se prononcer sur la question qui lui est soumise.

De troisième part, il ressort du rapport de présentation du PLU que le secteur N2 a été défini sur un site en partie construit et non raccordé aux réseaux.

Les terrains de ce secteur, dont celui de Madame WEYRICH, donnent sur un chemin d'exploitation sur lequel il n'existe aucun réseau.

C'est pourquoi, notamment en l'absence de possibilité de raccordement aux réseaux, ces terrains, dont celui de Madame WEYRICH, ont été classés en zone N2 lors de l'élaboration du PLU en 2007.

De plus, les terrains de ce secteur ont également été classés en zone N pour préserver la ZNIEFF de type 2 et les zones inondables et pour préserver la qualité des milieux forestiers ou prairiaux existants.

En tout état de cause, en l'état, l'urbanisation de la parcelle de Madame WEYRICH demeure possible moyennant certaines conditions indiquées au règlement du PLU et sous réserve de préserver certains éléments environnementaux et de ne pas augmenter les risques pour la santé humaine.

Pour autant, aucun projet en ce sens n'a été présenté en Mairie.

De quatrième part, lors de l'élaboration du PLU en 2007, aucune observation concernant le classement en zone UB1 de la parcelle cadastrée section 1 n°50 n'a été soumises à l'enquête publique.

De la même manière, Madame WEYRICH n'a jamais contesté le PLU approuvé le 19 octobre 2007.

De cinquième part, par délibération du 27 septembre 2022, le présent conseil municipal s'est d'ores et déjà prononcé contre le lancement d'une procédure de révision générale du PLU afin de permettre le reclassement en zone U de six parcelles classées en zone N dont celle de Madame WEYRICH.

Le refus du conseil municipal se fondait notamment sur les conclusions de l'ATIP qui relevait que le reclassement en zone U de six parcelles devait se faire au moyen d'une révision complète du PLU dont le coût moyen varie entre 50.000 et 60.000 Euros et les délais de procédure entre trois et cinq ans.

Il était également précisé que le PLU actuel comporte déjà une superficie importante de zones d'extension inscrites (8,5 ha) et que cette superficie n'est plus compatible avec les objectifs de modération de la consommation foncière fixés par le SCoT Bruche-Mossig et par la loi Climat et Résilience.

Il était retenu que le projet de reclassement en zone U de six parcelles accroîtrait l'incompatibilité du PLU actuel avec la loi Climat et Résilience et le SCoT Bruche-Mossig et leurs objectifs de réduction de la consommation foncière et qu'il constituerait une réduction de la zone naturelle de la Commune ainsi qu'une réduction des mesures de protection du PPRI de la Bruche.

Or, cette délibération n'a jamais été contestée et est devenue définitive.

De sixième part, l'abrogation du PLU en tant qu'il classe la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone N aura pour effet de rendre applicable, sur cette parcelle uniquement, les anciennes dispositions applicables dans le secteur avant l'approbation du PLU en 2007 dans l'attente de l'évolution du PLU.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le premier adjoint,

Après en avoir délibéré en dehors de la présence de Monsieur le Maire, le conseil municipal,

SE PRONONCE à 11 voix contre l'abrogation du PLU en tant qu'il classe la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone N2.

DÉLIBÉRATION N°2025-28 - POINT 3 : DEMANDE D'ENGAGEMENT D'UNE MODIFICATION DU PLU AUX FINS DE CLASSER LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION 1 N°50 EN ZONE UB1

Pour cette délibération, Monsieur le Maire n'a pas regagné la salle. Il a en effet décidé de ne pas prendre part aux débats, de manière qu'on ne puisse pas lui reprocher d'avoir influencé le vote des élus du Conseil Municipal.

Le point est donc présenté par Monsieur Christian WAGNER, premier adjoint.

Accusé de réception en préfecture
067-216700161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

Monsieur le premier adjoint expose que, par un recours gracieux de son avocat en date du 3 mars 2025, Madame Monique WEYRICH demandait l'inscription à l'ordre du jour du prochain conseil municipal de la question de l'abrogation du PLU de la Commune en ce qui concerne le classement en zone N de la parcelle cadastrée section 1 n°50 lui appartenant.

Elle demandait également, dans un second temps, l'inscription à l'ordre du jour du prochain conseil municipal la question de l'engagement d'une procédure de modification du PLU en ce qui concerne cette parcelle en vue de son classement en zone UB1.

Par courrier du 9 mai 2025, Monsieur le Maire a explicitement rejeté cette demande aux motifs que :

- les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU d'Avolsheim sont parfaitement respectés par ce classement ;
- le classement est cohérent au regard du rapport de présentation du PLU ;
- une révision générale du PLU n'est en l'état pas envisageable ;
- par délibération du 27 septembre 2022, le présent conseil municipal s'était déjà prononcé contre une révision du PLU et un reclassement de la parcelle en cause.

Par une requête enregistrée le 11 juin 2025, Madame WEYRICH sollicite du Tribunal administratif de STRASBOURG qu'il annule la décision de rejet de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2025 et qu'il lui enjoigne :

- d'une part, d'inscrire à l'ordre du jour du prochain conseil municipal la question de l'abrogation du PLU en tant qu'il classe la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone N ;
- d'autre part, d'inscrire à l'ordre du jour du prochain conseil municipal la question de l'engagement d'une procédure de modification du PLU aux fins de classer ladite parcelle en zone UB1.

Concernant la question de l'abrogation du PLU en tant qu'il classe la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone N2, le conseil municipal s'est prononcé contre par délibération n°2025-25 - Point 2 du 7 octobre 2025

Concernant la question de l'engagement d'une procédure de modification du PLU en vue du classement de la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone UB1, Monsieur le Maire a décidé de la soumettre au conseil municipal.

Cependant, puisque dans le cadre de ses recours, Madame WEYRICH semble soutenir que Monsieur le Maire serait en situation de conflit d'intérêts dans la mesure où il est domicilié à proximité de sa parcelle, Monsieur le Maire, qui conteste formellement les allégations de Madame WEYRICH, a décidé de ne pas prendre part au délibéré ni au vote et il a quitté la salle du Conseil avant que le point ne soit abordé.

Par ailleurs, en l'absence d'abrogation du PLU en tant qu'il classe la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone N2, la procédure de modification du PLU ne saurait être mise en œuvre pour réduire une telle zone naturelle.

En effet, aux termes de l'article L. 153-31 du Code de l'urbanisme

Accusé de réception en préfecture
967-286700161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

« I.-Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté. »

Aussi, le reclassement de la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone UB1 implique de mettre en œuvre une révision du PLU et non une modification.

Toutefois, par délibération du 27 septembre 2022, le présent conseil municipal s'est d'ores et déjà prononcé contre le lancement d'une procédure de révision générale du PLU afin de permettre le reclassement en zone U de six parcelles classées en zone N dont celle de Madame WEYRICH.

Le refus du conseil municipal se fondait notamment sur les conclusions de l'ATIP qui relevait que le reclassement en zone U de six parcelles devait se faire au moyen d'une révision complète du PLU dont le coût moyen varie entre 50.000 et 60.000 Euros et les délais de procédure entre trois et cinq ans.

Il était également précisé que le PLU actuel comporte déjà une superficie importante de zones d'extension inscrites (8,5 ha) et que cette superficie n'est plus compatible avec les objectifs de modération de la consommation foncière fixés par le SCoT Bruche-Mossig et par la loi Climat et Résilience.

Il était retenu que le projet de reclassement en zone U de six parcelles accroirait l'incompatibilité du PLU actuel avec la loi Climat et Résilience et le SCoT Bruche-Mossig et leurs objectifs de réduction de la consommation foncière et qu'il constituerait une réduction de la zone naturelle de la Commune ainsi qu'une réduction des mesures de protection du PPRI de la Bruche.

Or, cette délibération n'a jamais été contestée et est devenue définitive.

En outre, et en tout état de cause, il n'y a pas lieu d'initier une révision générale du PLU, d'autant qu'en l'état, l'augmentation de la superficie de consommation foncière risque d'être incompatible avec les objectifs de modération de la consommation foncière fixés par le SCoT Bruche-Mossig ainsi qu'avec l'objectif de zéro artificialisation nette de la loi Climat et Résilience.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le premier adjoint,

Après en avoir délibéré, en dehors de la présence de Monsieur le Maire, le conseil municipal

SE PRONONCE à 11 voix contre la modification du PLU aux fins de classer la parcelle cadastrée section 1 n°50 en zone UB1.

DÉLIBÉRATION N°2025-29 - POINT 4 : TÉLÉTRANSMISSION DES ACTES AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ DU CCAS VIA LA COMMUNE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019 modifié par l'article 205 de la loi de finances initiale pour 2024 ;

VU la note du 6 septembre 2024 du ministère de l'intérieur et des outre-mer et du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires relative au déploiement du compte financier unique et ses prérequis, généralisé lors de l'exercice budgétaire 2026 ;

CONSIDÉRANT que les recettes de fonctionnement annuelles du CCAS sont inférieures à 30 489,80 euros, la transmission de ses documents budgétaires peut s'effectuer via le compte de la commune, commune de rattachement.

CONSIDÉRANT que La commune dispose déjà d'une convention en place avec la préfecture, il n'est donc pas nécessaire de rédiger un avenant pour permettre au CCAS de télétransmettre ses documents par le dispositif de l'entité de rattachement.

Seule une notification de l'accord des assemblées délibérantes devra être adressée à la préfecture du Bas-Rhin.

Sur proposition de Monsieur le maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** de télétransmettre au contrôle de légalité les actes budgétaires du CCAS, via la commune d'AVOLSHEIM, commune de rattachement ;

- **DÉCIDE**, en accord avec le CCAS, qui se prononce également par délibération, une prise d'effet de ces décisions au 1^{er} janvier 2026 ;

- **CHARGE** monsieur le Maire de notifier la présente délibération au CCAS, ainsi qu'à la préfecture du Bas-Rhin afin d'inclure le CCAS dans sa convention de transmission.

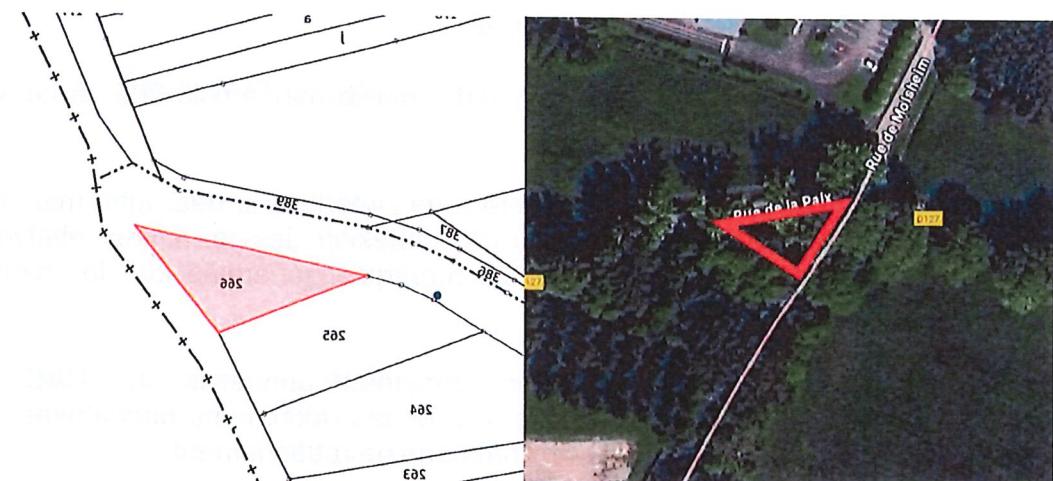
- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en place du dispositif.

Accusé de réception en préfecture
067-216700161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

DÉLIBÉRATION N°2025-30 - POINT 5 : DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PARCELLE COMMUNALE

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la proposition de monsieur WAHL Didier, demeurant 3 rue de la Chapelle à Molsheim (67120), d'acquérir la parcelle communale référencée n°266 - section 5 au cadastre, et située Rue de la Paix, Lieudit Niederfeld.

Il s'agit d'une parcelle boisée de forme triangulaire d'une contenance de 5,36 ares, située en zone N1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune.



Monsieur WAHL Didier exerce une activité agricole au 40 rue de la Paix à Avolsheim. Cette acquisition de terrain permettrait à l'intéressé de réaliser un accès pour desservir ses parcelles en toute sécurité. En effet, l'accès à son terrain se fait actuellement par la piste cyclable allant de l'école à la grotte, empruntée par de nombreux écoliers.

Cette acquisition lui donnerait la possibilité de passer par les parcelles boisées matérialisées en rouge sur le plan. En cas de transaction, Monsieur WAHL s'engage à conserver la parcelle boisée et à l'entretenir.

Le 5 août 2025 Monsieur le Maire a sollicité l'avis des domaines, afin de connaître la valeur vénale de cette emprise foncière en cas de cession.

Selon l'avis du Pôle d'Evaluation Domaniale du Bas-Rhin, qui s'est basé sur des éléments d'information recueillis sur le marché local et de ses caractéristiques propres, la valeur vénale du bien est estimée à 252 € hors taxes, soit 47 € de l'are hors taxes.

Il est cependant précisé que la commune a la possibilité de s'affranchir de cette valeur et de vendre le bien à un prix plus bas ou plus élevé.

Monsieur WAHL a, de son côté, fait une offre d'achat à un prix de 100 € hors taxes l'are, soit un total de 536 € hors taxes pour l'ensemble de la parcelle (643,20 € TTC).

Le Conseil Municipal après échange et en avoir délibéré à 11 voix pour et 1 abstention,

VALIDE la vente de la parcelle référencée cadastralement en section n°5 et parcelle n°266, rue de la Paix, Lieu-dit Nierderfeld, à Monsieur WAHL Didier demeurant 3 rue de la Chapelle à Molsheim (67120)

FIXE le prix de cette vente à 120 € TTC l'are, soit un total de 643.20 € TTC (5.36 ares x 120 €), les frais de bornage et d'enregistrement sont à la charge du demandeur.

AUTORISE Le Maire à signer tous les documents y afférents.

DÉLIBÉRATION N°2025-31 - POINT 6 : RECRUTEMENT D'AGENTS RECENSEURS

Le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de créer deux emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement 2026.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires ;

Considérant qu'il appartient à la commune de nommer et de fixer la rémunération des agents recenseurs qui vont effectuer les opérations de collecte,

Entendu l'exposé de monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de la création d'emplois de non titulaires en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, pour faire face à des besoins occasionnels à raison, de deux d'emplois d'agent recenseur, non titulaire, à temps non complet, pour la période allant du 15 janvier au 14 février 2026.

APPROUVE les candidatures de M. MICHELAT Christian et de Mme DIETRICH Pia.

DÉCIDE de fixer la rémunération d'un agent recenseur comme suit :

- 1,75 € par formulaire « bulletin individuel » collecté
- 1,15 € par formulaire « feuille de logement » collecté

AUTORISE le Maire à signer les arrêtés de nomination et toutes les pièces nécessaires au dossier.

Accusé de réception en préfecture
067-216700161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

DÉLIBÉRATION N°2025-32 - POINT 7 : SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE CCAS

Un courriel de la préfecture a été adressé à toutes les collectivités, avisant que la télétransmission de tous les actes deviendra obligatoire dès le début de l'année 2026 pour toutes les entités publiques locales pour celles qui ne le sont pas encore, les CCAS ont pour ordre de mettre la dématérialisation en place au plus tard le 31 décembre 2025, afin de s'assurer de la bonne clôture de l'exercice 2026 et de l'ouverture des canaux d'échange avec le SGC d'Erstein.

Comme nous l'avons voté dans la délibération numéro 2025-29 point 4, la transmission de ses documents budgétaires pourra donc s'effectuer via le compte de la commune, commune de rattachement. Or il n'est là, que question de la convention avec la préfecture, pour ce faire le CCAS ayant un numéro de Siret différent de celui de la commune, doit disposer d'un certificat d'authentification RGS** en recourant à un opérateur de télétransmission homologué par le ministère.

Le coût du paramétrage et de l'activation pour une solution Fast par Docaposte s'élève à 756 euros TTC auquel il faut rajouter 120 euros TTC d'abonnement annuel soit une dépense totale de 876 euros.

Pour faire face à cette dépense qui n'a pas été budgétisée en 2025 monsieur le maire propose de verser une subvention complémentaire de 880 euros au CCAS qui sera mandaté sur le compte « 65736211 », les crédits restant au chapitre 65 suffisent pour palier à cette contribution.

Sur proposition de Monsieur le maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** d'octroyer une subvention complémentaire de 880 euros au CCAS afin de couvrir les frais de la dématérialisation devenue obligatoire début 2026.

POINTS DIVERS**1. Points évoqués par Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal :

1.1 du recrutement d'un agent communal en remplacement de Monsieur Etienne VETTER qui part en retraite le 31.12.2025.

Le choix de la commission s'est porté sur Monsieur Steven CHALON, actuellement agent technique à la commune de Boersch.

1.2 de la situation des arbres de l'allée du Dompeter et du noyer près de la Grotte de Lourdes : Il sera demandé prochainement à l'ONF s'il peut établir un bilan de santé de ces arbres et, le cas échéant, nous éclairer quant aux mesures prophylactiques ou curatives.

1.3 de la réfection de la Piste cyclable entre l'école et la grotte : Il s'agit d'une compétence de la Communauté de Communes. La réfection de cette piste déformée par les racines des arbres est prévue cet automne.

Accusé de réception en préfecture
000161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

- 1.4 **du jugement de l'affaire Commune d'Avolsheim / société ALFA dans le cadre du projet de lotissement du Buehl :** Selon l'ordonnance du Tribunal Administratif du 02.10.2025, la requête de la société ALFA a été rejetée car la volonté de tromper l'administration a été reconnue.
- 1.5 **des chiens en liberté :** Suite à un incident -pincement de 2 enfants par un chien non tenu en laisse-, le maire rappellera dans le prochain bulletin communal l'obligation de tenir les chiens en laisse sur le territoire de la commune.
- 1.6 **des ordinateurs de la mairie :** Les ordinateurs du Maire et de la secrétaire de mairie n'étant pas compatibles avec Windows 11 car trop anciens, cet investissement sera à prévoir sur le prochain budget en 2026.
- 1.7 **du recrutement temporaire pour remplacement d'un agent en arrêt de travail :** Madame DZIOBA Barbara, agent d'entretien pour la commune est en congé de maladie. Madame HEID Marine a été recrutée pour la remplacer jusqu'à son retour.
- 1.8 **de la maison sinistrée BURG :** Une demande de permis de démolition a été déposée en mairie.

2. Points et questions évoqués par les conseillers municipaux

- 2.1 **Privatisation du Parc Audéoud par le restaurant LE BASILIC pour une soirée « Après- ski » :** Le Maire informe le Conseil Municipal de l'annulation de cette soirée privée.
Après discussion, l'ensemble du conseil municipal est défavorable à ce type de manifestations privatives dans un espace public. Monsieur le Maire adressera un courrier en ce sens au demandeur.
- 2.2. **Nouveau parking de la chocolaterie « ANTONI » :** La question des eaux pluviales qui sont en partie dirigées sur la route du Vin est soulevée, tout comme celle de la mise en place d'un séparateur pour les huiles de moteur. Monsieur le Maire va se rapprocher du service « eau & assainissement » de la Communauté de Communes afin de faire le point sur le sujet.
- 2.3. **Augmentation des tarifs du périscolaire :** Le Maire rappelle que la gestion du périscolaire est assurée par l'AGF qui fait valider chaque année les grilles tarifaires par les mairies du RPI. Les tarifs ont augmenté cette année en raison d'un changement de prestataire pour les repas en vue d'améliorer ces derniers. Le Maire précise que malgré cette augmentation, le budget du périscolaire n'arrive toujours pas à l'équilibre et que l'AGF reste déficitaire.
- 2.4. **Panneau directionnel (Dompeter / Wolxheim) effacé et illisible à l'entrée d'Avolsheim :** Les panneaux sont de la compétence du département auquel 3 courriers de sollicitation de changement ont été envoyés. La Collectivité européenne d'Alsace a répondu ne pas avoir le budget nécessaire actuellement.

Accusé de réception en préfecture
067-216700161-20251209-PV-20251209-DE
Date de télétransmission : 11/12/2025
Date de réception préfecture : 11/12/2025

- 2.5. Accès à la rue des Fauvettes :** L'accès à cette rue se faisant par le passage sur un trottoir, une amélioration de cette entrée pourrait être étudiée le jour où les finances communales le permettront.
- 2.6. Trottoirs du pont sur la Bruche :** Constat : les 2 trottoirs du pont sont étroits et en mauvais état, si bien qu'il est impossible à un fauteuil roulant d'y circuler et qu'il existe un risque d'accident. Monsieur le Maire précise que le pont est de la compétence du Département qui a prévu un diagnostic de la structure du pont vers la fin du mois d'octobre. Le Maire a suggéré d'en profiter pour étudier la faisabilité de réaliser l'élargissement d'un des deux trottoirs.
- 2.7. Sapinière :** Les arbres abattus sont encore sur place. Le Maire indique qu'ils seront broyés et enlevés dans les prochaines semaines et qu'à cette occasion, les souches seront rognées, tout comme celles des sapins abattus près de la Grotte.
- 2.8. Bibliothèque :** Mesdames VAUTRIN et HAUSS, bénévoles au point lecture, informent le Conseil Municipal que la bibliothèque compte actuellement 163 membres. La gestion des livres se fait sur un logiciel gratuit en ligne et il serait nécessaire d'équiper la bibliothèque d'un second ordinateur. Monsieur le Maire note cette demande pour l'inscrire dans le prochain budget communal. Les bibliothécaires travaillent en partenariat avec le réseau BDA (Bibliothèque d'Alsace). Cependant, pour une question d'attractivité, l'achat de nouveautés est indispensable. Actuellement, la Commune alloue un budget d'un euro par habitant à la bibliothèque, soit 750 € par an. Une augmentation à 2 euros par habitant est demandée, conformément aux préconisations dictées par l'Etat.
- 2.9. Sirène incendie :** Suite à un incendie qui s'est déclaré rue des bateliers et à un départ de feu qui s'est produit dans une habitation de la rue du Dompeter, la question de l'absence d'une sirène dans le village qui permettrait d'alerter le voisinage est soulevée. Monsieur le Maire indique que la sirène n'est plus obligatoire. Il va cependant étudier avec les autorités compétentes quelles installations alternatives à la sirène seraient à mettre en oeuvre dans le cadre du Plan de Sauvegarde Communal.

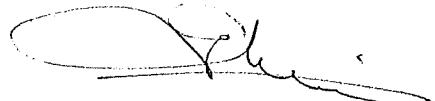
La séance est levée à 22 h 30

Fait à AVOLSHEIM, le 9 décembre 2025

Transmis au contrôle de légalité le 11 décembre 2025

Publication et affichage le 11 décembre 2025

Le Maire,
GÉHIN Pascal



La secrétaire
DIETRICH Marie Paule

A. P. Dietrich

Accusé de réception en préfecture 067-216700161-20251209-PV-20251209-DE Date de télétransmission : 11/12/2025 Date de réception préfecture : 11/12/2025
--